Le troisième âge du capitalisme

L'interprétation d'Ernest Mandel du capitalisme contemporain

lundi 7 septembre 2009, par ALBARRACIN Jesus, MONTES Pedro (Date de rédaction antérieure : septembre 1996).

Sommaire

- 1. La réappropriation de (...)
- 2. L'onde longue du capitalism
- 3. Le capitalisme tardif (...)
- 3.1. La production, l'accumula

Au cours des décennies postérieures à la Seconde Guerre mondiale, le capitalisme a acquis des traits sensiblement différents de ceux qu'il avait non seulement à l'époque de Marx, mais également durant la période d'entre-deux-guerres. Les mutations qu'avait subies le système exigeaient une analyse globale de la forme concrète acquise par le mode de production capitaliste. Cependant, l'asphyxie de la théorie provoquée par le stalinisme ainsi que les erreurs véhiculées par le « marxisme occidental » faisaient obstacle à une telle tâche. Ernest Mandel a modifié cette situation. Se réappropriant la « méthode » et les catégories fondamentales mises en œuvre par Marx, en y incorporant les avancées théoriques ainsi que l'expérience pratique intervenues jusqu'au tout début des années soixante-dix, il réalisa une interprétation du capitalisme d'après-guerre, le « capitalisme tardif ». Ce travail a représenté un progrès considérable pour le marxisme. Nous analyserons ici les caractéristiques fondamentales de l'économie politique développées par Ernest Mandel, tout comme les aspects les plus importants de sa théorie du capitalisme du troisième âge.

1. La réappropriation de la méthode de Marx

Les changements qui se sont produits dans le capitalisme à la suite de la Seconde Guerre mondiale n'auraient pas dû constituer un obstacle insurmontable pour le marxisme. Ce dernier disposait d'une méthode et d'un arsenal théorique suffisants pour les comprendre. Toutefois, dans la pratique, le marxisme ne se trouvait pas dans un contexte favorable pour réaliser une telle tâche. D'un côté, depuis les années trente du XXe siècle, il avait été hégémonisé par le soi-disant « marxisme soviétique », c'est-à-dire la variante dogmatique et apologétique construite par le stalinisme. De l'autre, depuis les années trente aussi, l'axe fondamental des analyses et recherches marxistes s'était déplacé de l'économie politique vers la philosophie. Enfin, l'économie politique marxiste avait subi une lente rupture avec l'approche de Marx, qui, en fait, remontait à une période précédant même la domination du stalinisme.

Le résultat en fut que le marxisme en général et l'économie politique marxiste en particulier s'étaient sclérosés à tel point de se révéler incapables de saisir dans sa totalité les formes que le capitalisme acquérait au cours de la seconde moitié du XXe siècle. Un fossé s'était donc creusé entre les origines du marxisme et son évolution sous les coups de boutoir de l'histoire. Ernest Mandel, en

quelque sorte, érigea un pont au-dessus de ce fossé. Il le fit en plaçant l'économie, au sens large, au centre de l'analyse et en récupérant la méthode ainsi que les catégories fondamentales de l'économie politique de Marx. Ainsi, ce retour au marxisme classique, originel, devenait un élément dans l'élaboration d'une explication de la situation et de l'évolution du capitalisme. Cela lui permit d'asseoir les fondements d'une analyse du système, dans ses formes concrètes acquises après la Seconde Guerre mondiale.

1.1 Un marxisme ouvert

Le marxisme, tel que conçu par Ernest Mandel, n'est pas un système immuable et dogmatique. En effet, il « apprend » de la pratique, est influencé par elle et se trouve en constant développement. Il est le produit d'une synthèse multiple qu'il est nécessaire de réaliser à chaque phase d'une période. En premier lieu, il représente une synthèse des principales sciences sociales ; ici, Ernest Mandel s'inscrit dans la continuité d'une approche présentée par Lénine ou Trotsky. Marx et Engels ont conçu le marxisme comme une synthèse de la philosophie allemande, de l'économie politique anglaise et de l'historiographie politique française. Cependant, à l'instar de tout corpus théorique non dogmatique et en évolution permanente, il se doit d'intégrer sans cesse la progression de toutes les sciences sociales pouvant contribuer à comprendre le monde et à le transformer, dans le but de libérer l'humanité de l'exploitation et de l'oppression. En second lieu, c'est une synthèse des principaux projets émancipateurs existants. Marx et Engels doivent beaucoup au socialisme utopique de leur époque, bien qu'ils l'aient dépassé (*Aufhebung*) en constituant ce qu'ils nommèrent alors « *socialisme scientifique* ».

À chaque époque historique, le marxisme doit agir de même. Il ne possède ni le monopole de l'émancipation ni celui de la critique. La domination sexuelle, la crise écologique ou encore le phénomène de luttes de libération nationale sont des exemples de problèmes d'envergure qui, insuffisamment traitées par le marxisme, doivent être intégrés à un ensemble sans que leurs spécificités soient gommées. Une élaboration marxiste se doit donc d'assimiler tous les apports émancipateurs existants, et cela grâce à un dialogue constant où peut s'établir une influence réciproque. En fait, ce marxisme consiste plutôt en un point de rencontre qu'en un système abouti.

Enfin, un marxisme ouvert doit s'efforcer de traduire et synthétiser les mouvements émancipateurs propres à chaque période historique. Marx et Engels, eux-mêmes, sont partis du mouvement ouvrier tel qu'il existait à leur époque. Ils ont lutté pour son auto-organisation, pour son indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie, afin de le doter d'un programme révolutionnaire. Ils ont appris de lui.

Dans un monde encore plus complexe, à l'instar de celui du capitalisme de la deuxième moitié du XXe siècle, il n'est pas possible de faire l'économie d'une telle tâche. Le marxisme contemporain doit donc tirer profit à la fois de l'expérience, des préoccupations du mouvement ouvrier, et des apports des différents mouvements sociaux. Ses propositions doivent être soumises au verdict de la pratique. Marx et Engels ont ainsi édifié un système qui, tout en conservant ses caractéristiques fondamentales, aurait dû évoluer parallèlement au système socio-économique et politique qu'il s'agissait d'analyser et de combattre. Garder présentes l'historicité de la société capitaliste ainsi que la concrétisation des lois de son mouvement aurait dû servir de fil conducteur au marxisme. En réalité, la recherche de formules magiques, expliquant tout, est étrangère à un marxisme ouvert. Rien ne pouvait et ne peut justifier le refus, de fait, d'opérer une analyse de la réalité dans ses multiples dimensions, à chaque période historique.

Cependant, cette conception du marxisme comme système ouvert a été abandonné, très largement, à partir des années trente. Le « marxisme soviétique », variante dogmatique et apologétique fondée sur le stalinisme, a revêtu durant presque six décennies le caractère de doctrine officielle dans les pays dits du « socialisme réel ». Il a étendu sa domination presque complète sur les partis

communistes des pays occidentaux. Paralysie théorique et césure avec la pratique sont le résultat, le plus explicite, de cette hégémonie du stalinisme.

Le marxisme ne s'est plus occupé de sa partie économique, si l'on considère les divers catéchismes et « présentation résumée des idées économiques de Marx » comme n'ayant pas droit de cité dans un corpus théorique véritable. Dès lors, le marxisme s'est engouffré dans la fenêtre philosophique qu'ouvrait le fameux paragraphe de la préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique* : *« Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré donné de développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève un édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes déterminées de la conscience sociale. […] À un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants, ou avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors, et qui n'en sont que l'expression juridique. Hier encore formes de développement des forces productives, ces conditions se changent en lourdes entraves. Alors commence une ère de révolution sociale. »* [1]

C'est ainsi que les concepts de « structure économique », de « superstructure », de « mode de production », etc. et leurs relations réciproques ont été transformés en points de doctrine cardinaux. Y compris lorsqu'apparaissait quelque dissidence, comme dans le cas d'Althusser, et bien qu'il n'ait pas été l'unique cas, elle se situait sur ce terrain. Cette perspective n'était d'aucun secours pour analyser les mutations du capitalisme. Elle ne servait qu'à développer une dite culture et une pensée marxistes à chaque fois plus éloignées des nécessités de la lutte des classes. Au mieux, elle apportait un soulagement moral à la gauche qu'elle confortait dans l'idée que le socialisme était inévitable, tout en dessinant une fausse fenêtre sur les avancées potentielles qu'offrait ce marxisme.

Simultanément, dans les pays impérialistes, le développement du *Welfare State* réduisait l'urgence de la lutte anticapitaliste. Cela se justifiait d'autant plus que la fin (l'écroulement) du système capitaliste était garantie théoriquement et historiquement.

Dans cette conception dominante alors du marxisme, l'économie occupait toujours un rôle subordonné. Les théories de la valeur et de l'exploitation se sont converties en un ensemble de dogmes universels. Dans leur formulation générale, ils n'apportaient rien à la compréhension de la complexité de l'économie capitaliste : intervention croissante de l'État dans l'économie, société de consommation, expansion du secteur des services, changements aux plans de la technologie et de l'organisation du travail, néocolonialisme et échange inégal, etc. Ils ne permettaient pas plus de saisir la forme concrète que prenaient les lois de développement du capitalisme (baisse tendancielle du taux de profit, accroissement de la composition organique du capital, etc.). Les concepts fondamentaux du marxisme se sont alors sclérosés. Ils avaient comme unique fonction de démontrer une fois de plus la fin inévitable du capitalisme avec comme finalité, d'une part, de contenter une certaine gauche dominante et, d'autre part, d'installer une distance entre la pensée et les tâches posées par les formes concrètes de la lutte des classes. Les progrès énormes réalisés dans les sciences sociales, particulièrement en théorie économique, étaient considérés comme bourgeois et, comme tels, dépréciés. Seuls les auteurs provenant de l'économie traditionnelle, ou ayant des trajectoires particulières, ont fait exception, tels que Sweezy, Baran, les représentants de l'École de Cambridge, etc. Mais ils passaient comme suspects auprès des partis communistes.

Les progrès réalisés dans la sociologie, dans la science politique et dans le reste des sciences sociales ont connu le même sort. Ce marxisme clos était imperméable à toute réalité sociale ne coïncidant pas avec la vision des partis communistes occidentaux, alignés sur celle du stalinisme. Dans ce contexte, il était fort difficile de saisir les caractéristiques marquantes du capitalisme dans

la deuxième moitié du XXe siècle et il était encore plus difficile de les combattre. Ernest Mandel a participé à la modification de cette situation figée. En 1962, date de la publication de la première édition française du *Traité d'économie marxiste* [2], Mandel puise dans l'économie politique marxiste originelle, disparue, de la littérature pendant des décennies, l'enrichit d'apports postérieurs issus soit de certains auteurs marxistes, soit d'une abondante recherche empirique externe. Ce travail, qui a une profondeur historique, aboutit à l'analyse du capitalisme contemporain, et des sociétés dites socialistes. Il en tire aussi quelques leçons politiques. Ne serait-ce qu'avec la production de ce Traité, Mandel pourrait être considéré comme un théoricien classique du marxisme. Il s'inscrit directement dans la lignée des fondateurs. L'importance de cette œuvre ne se situe pas au seul plan théorique. En effet, ce Traité a été traduit dans de très nombreuses langues et est devenu le livre de chevet de militants politiques et syndicaux dans divers continents.

Toutefois, c'est à partir du *Troisième âge du capitalisme* [3], dont la première édition allemande est parue en 1972, et suite aux multiples articles et livres qui lui firent suite, que Mandel développa et modernisa pleinement l'économie politique marxiste, pour aboutir à une analyse d'ensemble du capitalisme d'après la Seconde Guerre mondiale. Son marxisme ouvert lui a permis d'intégrer non seulement tout l'arsenal théorique de l'économie marxiste qui était à sa portée, mais les éléments utilisables dans les travaux d'économistes classiques d'autres écoles (Keynes, Schumpeter, Kaldor, Kalecki, Kindelberger, Tinbergen, Robinson…). Dans les pages du *Traité d'économie marxiste*, du *Troisième âge du capitalisme*, ainsi que dans de nombreux articles et livres, on peut trouver l'exposition exhaustive d'une bonne partie des débats qui ont traversé le champ de l'économie académique durant les dernières décennies. On y trouve sa critique ainsi que les éléments de ces débats qu'il considérait qu'une élaboration marxiste pouvait incorporer dans une cohérence d'ensemble.

Ainsi, dans de nombreuses universités occidentales, plus d'un professeur d'économie fut surpris de la vigueur, de la richesse et de l'acuité avec lesquelles étaient traités dans son œuvre divers thèmes qui les occupaient. Les mêmes qualificatifs peuvent être appliqués à ses contributions ayant trait à la pertinence de la théorie économique marxiste. Les introductions à la nouvelle édition anglaise du *Capital* [4] montrent qu'il n'y a pas eu un seul débat sur l'économie marxiste, dans ou hors de la famille (ricardiens, sraffiens, keynésiens, etc.), qui lui était étranger. En particulier, ses positions, dans le débat avec les néo-ricardiens [5] sur la théorie de la valeur, sont éclairantes. Chez Mandel, la théorie, sans nier un degré d'autonomie, a toujours été liée à la pratique de la lutte des classes à laquelle il a sans cesse participé en tant que militant du mouvement syndical d'un parti de masse et en tant que membre du collectif de direction de la IVe Internationale.

Ainsi, avec sa théorisation du capitalisme tardif, il ne s'est pas attaché à réaliser un exercice académique. Avant tout, il s'est efforcé de comprendre et de percer les secrets du système pour mieux le combattre. Son internationalisme l'a conduit à ne point se limiter à l'horizon étroit d'un seul pays et d'une seule culture. Il s'est impliqué dans la lutte et les débats politiques de nombreux pays. Il a certes payé un prix personnel pour cela (interdiction de séjour dans divers pays : R.F.A., Etats-Unis, Suisse…), mais cette pratique a contribué à enrichir « son » marxisme. Il put relier les analyses et la théorie aux vicissitudes de la lutte des classes. Il revalorisa le rôle de l'économie politique au sein du « matérialisme historique ». Sans doute, peut-on aujourd'hui trouver, dans l'œuvre de Mandel, des manques, des faiblesses, dans la mesure où la synthèse qu'il chercha à réaliser n'a pas intégré une série de phénomènes sociaux. Il manifesta la conscience de ces carences et il les énumère, en quelque sorte, dans un de ses derniers écrits, qui présente le programme de recherche (écologie, féminisme, « mondialisation et financiarisation de l'économie », etc.) que les marxistes devraient s'assigner dans cette fin de siècle [6]. De plus, il avait initié un travail historique et théorique sur la complexité des facteurs subjectifs qui peuvent affecter la force, l'organisation et la combativité du salariat à l'échelle internationale. Sa propre expérience comme ses pronostics

politiques (à tonalité souvent « optimiste ») l'avaient rendu sensible aux lacunes de l'analyse marxiste sur ce terrain.

1.2. L'économie politique, axe central de l'analyse

À partir de la décennie 1850, Marx concentra son travail sur l'économie politique. Celle-ci acquit alors une dimension totalement différente de celle qu'elle avait eue chez les économistes classiques et devint dès lors un élément central de son analyse de la société capitaliste. De ce point de vue, il intégra la philosophie allemande comme la pensée et l'historiographie politiques françaises. On pourrait dire que les *Grundrisse* et avant tout le *Capital* impliquent une certaine rupture avec l'œuvre antérieure de Marx. Cela fait que le Livre 1 du *Capital* est, selon nous, l'écrit révolutionnaire le plus important de tous les temps, entre autres grâce à la façon de dévoiler le fonctionnement de l'économie capitaliste, de « révéler » les modalités de la production de l'exploitation des travailleurs, et de mettre en lumière ses contradictions internes. Ainsi, est fondée l'affirmation selon laquelle il est impossible d'en terminer avec l'injustice sociale au sein de ce système.

Néanmoins, dans l'histoire récente du marxisme, l'économie politique n'a pas toujours joué le rôle qui lui correspond. Perry Anderson [7] soutient que les changements dans la lutte des classes expliquent le déplacement du marxisme de l'économie politique vers la philosophie. Comme conséquence des défaites du mouvement ouvrier depuis la Révolution russe (écrasement des montées révolutionnaires en Europe centrale entre 1918 et 1923, défaites en France et en Espagne dans les années trente, incapacité des forces sociales radicales ayant mené la lutte contre le fascisme au cours de la Seconde Guerre mondiale d'affirmer une hégémonie politique durable), le développement du marxisme s'est déplacé des syndicats et des partis politiques aux universités. Après la Seconde Guerre mondiale, la large majorité des théoriciens marxistes disposaient d'une position académique. Et peu parmi eux étaient directement engagés dans la lutte sociale et politique. Cette séparation entre le marxisme et les conflits socio-politiques se serait reflétée, selon Perry Anderson, dans le changement de centre d'intérêt des élaborations marxistes.

Alors que chez Marx, l'économie politique constituait la colonne vertébrale sur laquelle s'articulaient philosophie, sociologie et politique, dans le marxisme qui domine après les années trente, la philosophie acquiert une place prédominante. La paralysie du marxisme provoquée par la dégénérescence staliniste explique aussi la perte de centralité de l'économie politique. Dans un contexte où le marxisme soviétique était hégémonique, beaucoup d'auteurs ont voulu se démarquer de la doctrine officielle des partis communistes et ont cherché une version plus subtile du marxisme dans les écrits du jeune Marx, ce qui les a conduits à se centrer sur les problèmes de méthode. La théorie de la valeur et de l'exploitation, les lois du développement du capitalisme ainsi que les concepts fondamentaux de l'économie marxiste se sont complètement dogmatisés. Le point de départ de l'analyse du capitalisme n'était plus la production matérielle, conditionnant la distribution et la demande, mais des problèmes tels que le sujet, la structure économique, la relation avec la superstructure, la formation de la conscience de classe, etc.

L'économie politique de Marx s'est trouvée dès lors sclérosée et l'espace fut occupé par des élaborations philosophiques – ayant certes enrichi l'arbre touffu du marxisme et marqué quelques avancées dans certains domaines – qui aboutissaient à éviter, de fait, l'analyse du cœur du système, pour le combattre. Comme indiqué précédemment, ce *statu quo* commença à se rompre avec le *Traité d'économie marxiste* d'Ernest Mandel, mais la reconquête de la place de l'économie politique dans le marxisme ne s'opéra pas avant la fin des années soixante, lorsque le contenu des *Grundrisse* fut réapproprié par un courant d'économistes marxistes. Les *Grundrisse* furent publiés pour la première fois en 1939. Toutefois, en Occident il ne fut pas possible d'en prendre connaissance avant leur réimpression à Berlin en 1953, un siècle après avoir été écrits. Or, c'est un des « instruments » fondamentaux pour approfondir l'économie politique développée par Marx dans *Le Capital*. Mais la

diffusion des *Grundrisse*, étant donné la domination du Diamat soviétique, ne s'effectua pas avant la fin des années soixante. Une accélération se produisit dès 1967, avec la publication de la première édition en allemand du livre posthume de Roman Rosdolsky (1898-1967) [8].

Rosdolsky, qui n'était pas un économiste mais un historien, se proposa de reconstruire la pensée économique du Marx de la maturité, à partir d'une analyse étendue des *Grundrisse* et de leur relation avec *Le Capital*. Il voulait ainsi consolider les fondations nécessaires à une avancée de l'économie marxiste face aux questions posées par le développement du capitalisme de l'après-guerre. Cinq ans plus tard, en 1972, paraît la première édition allemande du *Troisième âge du capitalisme* de Mandel. Ce dernier utilise le corpus théorique développé par Rosdolsky, avec lequel il eut de nombreux échanges. Bien qu'écrit avant la récession de 1974-1975, le *Troisième âge du capitalisme* intègre la dimension de l'onde longue dépressive, que Mandel met en lumière dès 1967 dans un article publié dans l'annuaire dirigé par Ralph Miliband, *Socialist Register*. Le *Troisième âge du capitalisme* a joué un rôle fondamental dans la relance de l'économie politique marxiste.

1.3. L'analyse concrète de la situation concrète

Marx utilisa l'économie politique non pas afin de construire un édifice théorique, mais pour comprendre le système qu'il avait sous les yeux et, de la sorte, viser à le combattre. Pour lui, le capitalisme ne consistait pas en un système abstrait, mais en une forme sociale concrète avec des différences entre chaque pays. Ses lois d'évolution exigeaient donc une recherche progressant en permanence. L'objectif du système, la production marchande généralisée, restera le même, quand bien même le système connaîtra d'importants changements. La loi de la valeur ou les lois du développement capitaliste demeureront, en substance, les mêmes ; par contre, la forme que revêtira le système, à chaque phase, sera sans doute différente, dans la mesure même où le mode de production capitaliste connaît des mutations.

Comprendre le système et le combattre exigeaient donc de ne pas séparer l'analyse théorique et les données empiriques, c'est-à-dire réclamaient d'intégrer la théorie et l'histoire. Quand on lit aujourd'hui *Le Capital*, on a l'impression dans de nombreux passages de synthèse où sont dégagées des dynamiques de fond que le système qui est analysé correspond plus au capitalisme de la fin du XXe siècle qu'à celui qui existait concrètement à l'époque de Marx [9]. En ce sens, le marxisme n'est pas un savoir du XIXe siècle, ce qui démontre la puissance de son analyse de même que son caractère « anticipateur ». Marx concevait le capitalisme comme un système en mouvement. Par conséquent, la théorie devait entrer en syntonie avec la forme concrète acquise par le système. En un mot, Marx considérait que théorie et histoire étaient inséparables. Pourtant, après Marx, la synthèse entre l'analyse théorique et les données empiriques ne s'est produite qu'en de rares occasions. Ce fut un obstacle à une compréhension des phases successives du mode de production capitaliste. En partie, on peut y voir le résultat de la paralysie momentanée de la théorie provoquée par le marxisme soviétique et par le déplacement de l'économie à la philosophie.

Cependant, l'économie politique marxiste a également sa part de responsabilité. En effet, elle s'est développée selon une logique interne qui l'empêchait de formuler les théories adéquates servant à expliquer les phénomènes concrets. Dans le premier chapitre du *Troisième âge du capitalisme* ainsi que dans les introductions à l'édition anglaise du *Capital*, Mandel signale les aspects spécifiques à cette logique interne à l'économie politique marxiste qui ont joué un rôle fondamental dans son incapacité à intégrer correctement théorie et histoire [10]. Les plus significatifs lui apparaissent les suivants. D'une part, se manifeste une utilisation abusive des schémas de reproduction afin d'expliquer les lois de mouvement du capital. La fonction des schémas de reproduction est de vérifier que le mode de production capitaliste est apte à exister, à se « reproduire ». Ils démontrent comment un système fondé sur l'anarchie du marché peut fonctionner normalement, comment des équilibres (et des déséquilibres) se manifestent périodiquement, etc.

Néanmoins, même les crises ne sont pas explicables à partir de la seule disproportion de la valeur entre les différentes branches de la production. Les lois de développement du capitalisme ne peuvent point être « extraites » des schémas de reproduction. Cette erreur a dominé une grande partie de la littérature marxiste depuis ses débuts. Celle-ci fut commise d'une manière ou d'une autre par Rudolf Hilferding [11], Rosa Luxemburg [12] ou Nicolas Boukharine [13], par exemple. Une « erreur » analogue a été emblématique du marxisme soviétique. Les schémas de reproduction furent utilisés à profusion afin de déterminer les lois du capital, fondamentalement de la part de tous les auteurs provenant du keynésianisme. En résumé, durant longtemps le Livre II du *Capital* occulta complètement les Livres I et III.

Une analyse mono-causale du développement du mode de production capitaliste s'est imposée. Très souvent, la dynamique du capitalisme s'est déduite essentiellement d'une seule variable, de telle sorte que toutes les autres « lois » mises en lumière par Marx dérivaient de celle-ci. Cette cause unique qui mettait en mouvement toutes les lois de développement capitaliste a été différente selon les auteurs. La suraccumulation est le moteur fondamental de la dynamique capitaliste chez Henryk Grossmann ; la difficulté de réaliser la plus-value (problème de la réalisation) l'est chez Rosa Luxemburg [14] ou chez Paul Sweezy [15], la concurrence chez Hilferding, etc. À l'opposé de ce que pensait Marx, l'économie marxiste a pratiqué un réductionnisme excessif, dû peut-être à l'influence de la méthode d'analyse cartésienne de la théorie économique conventionnelle.

Aujourd'hui encore, il est courant de réduire l'analyse mandélienne du capitalisme tardif aux ondes longues, qui seraient déterminées par une seule variable, le taux de profit. Ernest Mandel n'a cessé de répéter que le capitalisme tardif était un phénomène complexe qui ne pouvait pas se réduire aux ondes longues, que celles-ci consistaient en des phénomènes historiques concrets, eux-mêmes complexes, que le taux de profit n'était rien de plus qu'un indicateur synthétique renvoyant à beaucoup d'autres phénomènes. Ainsi, l'économie marxiste s'est révélée incapable de formuler des théories plus complexes en adéquation à la réalité. Le plus souvent, les économistes marxistes abordaient de manière unilatérale et simplificatrice la thématique des lois de développement du capital. Ils ont dédié leurs efforts à la recherche inutile d'une réponse universelle qui aurait dû expliquer le cours entier de l'histoire. Pour rompre avec cette situation, il fallait opérer un changement radical de perspective ; Ernest Mandel l'a fait.

L'objet de l'analyse n'est plus un capitalisme abstrait, mais la forme concrète acquise par le système depuis la Seconde Guerre mondiale. La nature du capitalisme était la même que celle décrite par Marx, bien que des transformations profondes dans divers domaines (technologiques, rap-ports de forces entre classes, institutionnels-étatiques, restructuration de l'économie mondiale et « échange inégal » entre centre et périphérie, système monétaire, politique keynésienne et idéologie dominante, économie d'armement, rôle d'une puissance hégémonique, etc.) se soient produites. Le plein-emploi, l'accroissement des salaires, le volume de marchandises mis à disposition des salarié(e)s ainsi que l'État social donnaient au système une légitimité certaine comme jamais auparavant. Dans l'analyse mandelienne du capitalisme tardif, l'économie politique redevient la colonne vertébrale autour de laquelle viennent se greffer la politique et la philosophie. Les schémas de reproduction jouent le rôle qui leur revient, celui de montrer comment fonctionne le système capitaliste, au sein duquel les dépenses d'armement ont acquis une importance croissante, et comment s'instaurent périodiquement des équilibres.

Le développement du mode de production capitaliste n'est pas le résultat de l'évolution d'une seule variable, mais de l'interaction de plusieurs : l'évolution de la composition organique du capital et sa distribution sectorielle, l'évolution de la distribution du capital constant entre capital fixe et circulant, le développement des taux d'exploitation et d'accumulation, le cycle de rotation du capital, les relations d'échange entre les secteurs I et II, etc. En outre, la lutte des classes joue un rôle clef à travers ses effets sur le taux d'exploitation et le taux de profit. Il ne se produit pas un nivellement

(alignement) effectif des taux de profit, ce qui est décisif non seulement pour divers débats théoriques - comme celui relatif à de la valeur en prix de production - mais également pour comprendre quelques traits fondamentaux du système, tels que le changement de structure du capital monopoliste, l'accentuation des différences entre le centre et la périphérie, etc.

1.4. La dynamique du capitalisme : avancer à partir de Marx

Dans la littérature marxiste traditionnelle, la dynamique du capitalisme se trouvait définie par deux mouvements différents. D'un côté, le cycle vital en tant que régime social, déterminé par les lois de développement du mode de production (croissance de la composition organique du capital, formation de l'armée de réserve industrielle, chute tendancielle du taux de profit, progrès technologique). De l'autre, les mouvements à court terme, déterminés par les crises périodiques. Pour Marx, les deux mouvements n'étaient pas indépendants et, surtout, ne pouvaient se concevoir comme des phénomènes mécaniques. À long terme, la chute du taux de profit était inévitable, mais une série de facteurs (l'augmentation du taux d'exploitation, l'impérialisme, l'augmentation de la vitesse de rotation du capital, etc.) pouvait contrecarrer cette chute pendant un certain laps de temps, de sorte que les lois de développement capitaliste ne pouvaient être utilisées telle une « pierre philosophale » pour comprendre le capitalisme à chaque période historique. À nouveau, l'analyse concrète de la réalité concrète s'avérait incontournable.

Dans ce contexte, les cycles conjoncturels – c'est-à-dire les crises industrielles périodiques – devenaient une expression de la forme acquise par ces lois du mouvement du capital à chaque moment de leur déroulement dans le temps, mais également la manifestation de beaucoup d'autres facteurs qui, bien que non déterminants dans l'analyse des tendances générales du capitalisme, pouvaient avoir des répercussions très importantes à chaque période historique. Il n'était donc pas possible de formuler une « théorie générale des crises industrielles périodiques » servant aussi bien pour le capitalisme de la première moitié du XIXe siècle, par exemple, que pour celui postérieur à la Seconde Guerre mondiale.

Cependant, au cours de la « longue marche » du marxisme, une utilisation rigide et codifiée des concepts et des analyses de Marx a débouché sur des conceptions erronées - défendues par des appareils politiques puissants et intéressés - ayant trait à l'étude de la dynamique du développement du capitalisme. D'un côté, la loi de la chute tendancielle du taux de profit a été utilisée de façon abusive pour justifier la « théorie de l'écroulement du capitalisme », autrement dit pour démontrer que le mode de production socialiste remplacerait inévitablement le mode de production capitaliste. Or, l'important pour comprendre et combattre le système ne consiste pas à opérer de tels raisonnements déductifs généraux et anhistoriques. Mais, au contraire, il faut comprendre que peuvent exister – en tant qu'effets des causes contrecarrant cette loi (elles sont décrites par Marx dans la Livre I du *Capital*) - de larges périodes où le taux de profit se relève. Partir du présupposé que le capitalisme s'écroulera tôt ou tard, en faisant abstraction des caractéristiques concrètes acquises par le système à chaque période donnée, est totalement contraire à l'esprit de la méthode appliquée par Marx.

De l'autre côté, s'est produit un processus analogue avec l'analyse des cycles courts. Au moins trois versions différentes des crises périodiques ont été formulées à partir de la détermination de leurs causes. La première renvoie à la disproportion entre les secteurs 1 et II (Tugan-Baranovski, Rudolf Hilferding) ; la seconde, à la sous-consommation des masses salariées (Rosa Luxemburg, Paul Sweezy ; la troisième fait référence à la suraccumulation du capital. En de rares occasions, l'idée a été développée que ces crises courtes devaient être inscrites dans chaque période historique. Ces dernières étant déterminées non seulement par la forme qu'acquièrent les lois de mouvement du mode de production capitaliste, mais également par de nombreux autres facteurs : l'idéologie dominante, la puissance hégémonique, les degrés de développement technologique, le niveau

d'organisation et de conscience des classes s'affrontant, la structure du marché mondial capitaliste, le système monétaire, etc.

En effet, entre la tendance générale et les crises périodiques, il est nécessaire d'intercaler un troisième mouvement : les ondes longues du développement capitaliste. Marx n'a pas pu formuler une théorie des ondes longues, car lorsque le Livre 1 du *Capital* a été publié, seul s'était déroulé ce que l'on reconnaît être l'onde longue de la première moitié, du XIXe siècle. Toutefois, il n'y a aucune raison pour ne pas dépasser les analyses de Marx, tout en inscrivant cette élaboration dans la conception léguée par Marx.

Les ondes longues avaient déjà soulevé au siècle passé l'intérêt d'auteurs marxistes ou néoclassiques. Jevons (1884), Wicksell (1894), Casel (1918) et van Gelderen (1913), entre autres, acceptèrent l'existence de ces cycles longs.

Mais ce fut Kondratieff [16] qui, dans les années vingt, fit la première étude statistique sur la base de séries concernant la France, l'Angleterre et les États-Unis. Ces chiffres, qui couvraient la période allant de la fin du XVIIIe à 1920, suggéraient l'existence d'« ondes longues » ayant une durée moyenne de 50 ans. Kondratieff considérait les ondes longues comme une expression de forces internes au capitalisme, c'est-à-dire, selon ses propres termes, *« émanant de causes inhérentes à la nature propre de l'économie capitaliste »*. Le fonctionnement en serait « endogène » et non « exogène », autrement dit le comportement cyclique de l'économie capitaliste serait déterminé par des forces internes et non par l'intervention d'un facteur externe quelconque. Ainsi, pour Kondratieff, ce ne sont pas les innovations technologiques qui sont à l'origine des ondes longues. Ces dernières sont l'émanation de forces plus profondes qui façonnent le développement de l'économie capitaliste.

En outre, Kondratieff observait un large éventail de phénomènes sociaux et économiques ayant une dynamique endogène d'agrégation : guerres et découvertes de gisements d'or, expansion géographique des marchés, etc. Les innovations technologiques exercent une grande influence sur le développement capitaliste. Toutefois, elles surgissent en tant que réponse à des facteurs endogènes. Elles ne constituent pas la cause de ce développement. Il est évident que les notions d'« endogénéïté » et d'« exogénéïté » ne doivent pas faire référence à la société capitaliste dans son ensemble - car, dans ce cas de figure, tout serait endogène - mais elles renvoient aux mécanismes économiques de base de son fonctionnement. En ce sens, l'explication de Kondratieff n'est pas correcte, et Trotsky l'a clairement indiqué dans un article bref, mais pénétrant, écrit au moment où Kondratieff formula sa théorie des ondes longues [17]. Le caractère exogène des ondes longues a été ensuite défendu à partir de points de vue très différents. Le premier, dont Joseph Schumpeter [18] est le représentant le plus important, part de l'idée que les cycles longs sont suscités par les processus d'innovations technologiques.

La seconde position part de l'idée que les ondes longues sont déterminées par des facteurs externes, qui ne se confondent pas avec les innovations technologiques, mais qui relèvent de phénomènes extra-économiques non systémiques et non périodiques. De plus, ces facteurs auraient été différents selon les différentes phases du capitalisme. Walt Whitman Rostow peut être classé dans ce courant. Toutefois, au cours des années cinquante et soixante, l'hégémonie acquise, dans le champ de l'économie conventionnelle, par le keynésianisme et, dans le champ de l'économie marxiste, par le marxisme soviétique, firent disparaître l'étude des ondes longues de la littérature économique.

Dans ce contexte, Ernest Mandel [19] reprend la théorie des ondes longues pour en faire la pièce qui manquait entre la loi de la chute tendancielle du taux de profit et les cycles industriels périodiques. Le taux de profit chute de manière tendancielle, tout en connaissant des oscillations pendant de longues périodes. Chacune de ces oscillations détermine une onde longue, elle-même composée de

phases ascendantes et descendantes. Et dans sa phase initiale ainsi qu'au long de son développement, de multiples facteurs externes interviennent qui déterminent comment fonctionnent les lois du développement capitaliste à chaque période historique. L'évolution du taux de profit résume tous ces phénomènes internes et externes, mais chaque onde longue doit être considérée comme une période singulière, avec ses caractéristiques spécifiques. En outre, les ondes longues ne consistent pas en des mouvements pouvant être expliqués mécaniquement, à la manière dont le fait la théorie des cycles dans l'économie conventionnelle ou par des mécanismes endogènes comme l'a présenté Kondratieff, ou aujourd'hui les tenants de l'École de la régulation (Aglietta, Boyer…).

Au début d'une phase d'expansion de longue durée, des facteurs externes, dans le sens défini plus haut, interviennent. Le plus significatif s'avère être celui de la lutte des classes. Par conséquent, la théorie des ondes longues ne relève pas de la construction d'un modèle théorique abstrait ; elle participe de l'élaboration d'une théorie et d'« instruments » visant à pouvoir analyser l'évolution des lois du développement capitaliste. Dans ce sens, toutes les ondes longues ont été différentes puisque leur concrétisation affirme leur singularité.

2. L'onde longue du capitalisme tardif

La théorie des ondes longues du développement capitaliste d'Ernest Mandel a été considérée, non sans raison, comme son principal apport au marxisme contemporain. Celle-ci fournit un cadre conceptuel capable de mettre en relation de multiples facteurs et variables économiques, politiques, technologiques et sociaux dans le contexte de la dynamique interne du capitalisme à chaque période historique, s'insérant par là même dans les préoccupations et les objectifs du marxisme originel et classique. Toutefois, l'importance de la théorie des ondes longues d'Ernest Mandel ne réside pas tant dans sa capacité à expliquer l'évolution passée du capitalisme, que dans sa capacité à clarifier la dynamique du capitalisme postérieur à la Seconde Guerre mondiale.

Dans le capitalisme tardif (*Spatkapitalismus*), les lois du développement du mode de production capitaliste prennent une forme concrète qui ne coïncide pas proprement avec la tendance du cycle vital de ce système social. Les causes déterminant cette « séparation » sont multiples. Elles jouèrent un rôle très différent durant les décennies (l'expansion qui se situent dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale et au cours de celles qui suivront la crise économique qui se déclenche au début des années soixante-dix. Lors des décennies d'expansion, ces facteurs confluent et débouchent sur une hausse soutenue du taux de profit. Celle-ci ne fut que le reflet de ce qui s'est passé durant toute une période. De la même manière, la phase récessive débuta par une chute du taux de profit, bien que cette chute, comme les événements qui suivirent, résulte du jeu de multiples éléments. Aussi, analyser l'onde longue du capitalisme tardif exige de le démonter pièce par pièce.

Ernest Mandel analyse minutieusement chacune de ces pièces, critique les erreurs mécanistes commises par le marxisme, applique la méthode de Marx à chaque aspect concret d'un capitalisme plus « évolué », intègre les avancées théoriques qui ont pu se produire dans les sciences sociales conventionnelles. Et, avec tout cela, il brosse les tableaux de chaque aspect concret du capitalisme tardif. Ensuite, il intègre l'ensemble des tableaux au cadre conceptuel de l'onde longue. De l'ensemble, il résulte la théorie du capitalisme tardif, l'interprétation marxiste par Ernest Mandel du capitalisme contemporain, que le lecteur trouve dans le Troisième âge du capitalisme.

3. Le capitalisme tardif et la phase récessive actuelle

La première édition du *Troisième âge du capitalisme* a été publiée en 1972 lorsqu'étaient déjà

présents les éléments « déclencheurs » de la phase récessive [20]. Toutefois, la crise n'était pas encore apparue dans toute sa vigueur et la quasi-totalité des économistes dissertaient sur la « fin des cycles » ou des « crises ». Depuis lors, un quart de siècle de phase récessive s'est déroulé pendant lequel le capitalisme et la classe ouvrière en particulier ont souffert des transformations considérables. Aussi, vouloir transposer mécaniquement la théorie du capitalisme tardif au monde d'aujourd'hui reviendrait à commettre une des erreurs de la théorie marxiste que Mandel a souvent critiquée : la dissociation entre l'analyse théorique et les données empiriques. Toutefois, cela ne signifie pas qu'il soit nécessaire de tout « recommencer de zéro ». Se pose donc un problème d'adaptation de la théorie aux changements survenus. La propre théorie du capitalisme tardif fournit les instruments nécessaires à la compréhension de ces mutations et du cours emprunté par le capitalisme sous l'hégémonie de la doctrine néo-libérale.

3.1. La production, l'accumulation et l'organisation du travail

Pendant les années d'expansion, l'industrie s'est convertie en moteur fondamental de l'économie, tirant l'activité des autres secteurs. Or, au début des années soixante-dix, la donne se modifia profondément. D'un côté, la généralisation de la troisième révolution technologique alliée à l'accumulation du capital finit par provoquer une augmentation exorbitante de la capacité productive relative à la demande. De l'autre, la croissance des salaires combinée à celle des prix des matières premières et de l'énergie éleva considérablement les coûts avec, comme conséquence, des excédents de production tout comme des pertes dans la plupart des secteurs industriels. À partir de là, la crise se transmettait aux autres pans de l'économie [21].

Les capitalistes adoptèrent des mesures visant à rétablir la rentabilité de leurs entreprises. La politique économique et sociale fut instruite afin de répondre à cet objectif. Cela revenait à rompre les « cercles vertueux » qui avaient soutenu l'expansion. Ainsi, si la croissance des salaires avait servi à étayer la demande, désormais leur réduction devenait un « passage obligé » pour relancer la « profitabilité » du Capital. Antérieurement, l'accumulation était le gage de l'accroissement de l'emploi ; dans la nouvelle période un impératif s'affirmait : restructurer l'appareil productif par la suppression d'effectifs. Auparavant l'augmentation des dépenses étatiques permettait de soutenir la demande ; dorénavant il fallait les réduire dans le but de faciliter la diminution de la charge fiscale sur les bénéfices et gains, etc. En résumé, une politique récessive se mit en marche. Elle ne parvint pas à l'objectif final de récupérer les niveaux passés du taux de profit, mais elle a réduit la demande des produits industriels. De la sorte, la crise industrielle s'exporta à l'ensemble de l'économie.

Tous les secteurs industriels n'ont pas été affectés de la même manière. En premier lieu, le poids des salaires dans l'ensemble des coûts était très différent. Il dépendait du taux d'intensité du travail ainsi que du niveau salarial obtenu par les travailleurs du secteur en question. Il en découla donc que le tassement du taux de profit s'est traduit inégalement suivant les secteurs. Alors que quelques secteurs connurent une réduction très marginale de leur rentabilité, dans d'autres, comme la sidérurgie, la construction navale ou le textile, les pertes devinrent rapidement importantes, rendant la situation insoutenable. En deuxième lieu, l'impact des coûts des matières premières et de l'énergie était également très divergent selon les branches. L'expansion de l'industrie s'est effectuée sur la base d'une énergie bon marché. L'augmentation très forte de son coût, suite à l'élévation du prix du pétrole, a fait que des secteurs à utilisation intensive d'énergie, et qui ne surent opérer des reconversions rapides, virent leur poids économique décliner.

En troisième lieu, la crise économique impliquait une « pause » dans le processus d'accumulation de capital (investissements), les secteurs productifs de biens de capitaux traditionnels étaient directement affectés. Enfin, la réduction dans la croissance de la consommation frappa les branches

qui l'approvisionnaient. Elles se trouvaient face à une demande atone. En outre, l'essor du chômage, la stagnation des salaires ou le frein appliqué à leurs hausses (relativement au passé proche), ainsi que le changement dans les prix relatifs qu'a supposé l'augmentation du prix de l'énergie, ont altéré la structure de la consommation. Pendant la phase d'expansion industrielle, la croissance rapide de la production combinée à l'intégration des innovations technologiques et à la généralisation de l'organisation « fordiste » du travail – travail à la chaîne, semi-automatisation du procès productif, etc. – produisit une croissance rapide de la productivité industrielle. Cela assura le maintien d'un taux de profit élevé et, à la fois, une croissance des salaires qui dynamisait la demande.

Avec l'apparition de la crise, la croissance de la production fut freinée et, de concert, celle de la productivité. Une relance du taux de profit exigeait que la productivité redémarre à la hausse ; toutefois dans un contexte de demande étouffée, cela ne pouvait s'obtenir que par le biais de la rationalisation de l'appareil productif, introduisant par là des changements dans l'organisation du travail. Comme cela se produit dans toutes les phases récessives de longue durée, la majeure partie des investissements effectués ne le furent pas à l'élargissement de la capacité productive. Ils se sont insérés dans le processus dit de rationalisation productive. Dans une première étape, une restructuration de l'appareil productif se produisit aux dépens de l'emploi. Au sein de secteurs tels que la sidérurgie, le textile, la construction navale, l'automobile, etc., fut mise en place une reconversion fonctionnelle face à une réduction de la capacité de production excédentaire et, simultanément, face à l'intensification de l'utilisation de la force de travail, en vue d'augmenter la productivité.

Néanmoins, au cours de toute la phase récessive, ce furent les investissements d'intensification qui dominèrent dans l'éventail des branches industrielles. L'automatisation, l'informatisation et la micro-électronique furent introduites de manière croissante dans les industries de procès en continu - chimie, certaines branches de l'alimentation etc. Les mêmes caractéristiques se retrouvent dans les segments industriels où « règne » la chaîne de montage, l'automobile étant emblématique à cet égard. Dans les autres industries à configuration productive éloignée des précédentes – comme la production de grands transformateurs, moteurs de bateaux, la construction navale – dans lesquelles ces changements du processus productif sont beaucoup plus difficiles, leur progression s'est toutefois opérée.

Le résultat d'un point de vue d'ensemble fut clair : les augmentations de la production qui ont été enregistrées furent accompagnées de réductions parallèles d'emplois dans la plupart des secteurs industriels, bien que de manière inégale [22]. Quant au modèle d'organisation du travail, le modèle « fordiste » était très utile pour le maintien de rythmes de production élevés nécessaires à l'approvisionnement de débouchés s'élargissant. Une fois la crise survenue, le problème était d'élever la productivité avec des marchés en stagnation relative. Le développement de la robotisation, de l'informatique et des réseaux de transmission de données s'avérait un instrument précieux pour l'obtenir. Tout d'abord, il permettait la décentralisation productive entre pays, entre régions d'un même pays, ou entre les diverses filiales d'une même firme. Le capital pouvait fuir les concentrations industrielles traditionnelles, généralement plus conflictuelles, et s'installer dans les zones rurales, ou encore dans d'autres pays offrant des salaires plus bas et de plus grandes possibilités d'exploitation de la main-d'œuvre. Il disposait des instruments techniques aptes à une « déconcentration » productive en sous-traitant une partie de la production, ou même encore en accroissant le travail à domicile, etc.

Ensuite, étant donné des marchés moins porteurs, les nouvelles technologies permettaient - tout en le stimulant - que l'effort concurrentiel s'exerce sur le terrain de la diversification des produits. Ainsi, on passa du modèle synthétisé par la célèbre déclaration de Ford selon laquelle il pouvait satisfaire la demande des clients chaque fois que l'automobile demandée était de couleur noire, à un mixte de carrosseries, de moteurs, de couleurs, etc., offrant sur le marché une ample gamme de

produits. Enfin, l'informatique et la micro-électronique permettaient une meilleure et plus « économe » gestion des stocks. Cela suppose une utilisation plus efficiente des matières premières et un approvisionnement plus flexible des marchés potentiels, quel que soit le lieu où la marchandise est produite. Tout cela exigeait un emploi plus flexible, la mobilité fonctionnelle et géographique, le changement dans les conditions de travail, etc.

Le changement dans l'organisation du travail s'imposa, dans un premier temps, de manière très empirique. Puis, par la suite, elle eut tendance à trouver une formalisation nouvelle des normes de travail, qui constituent sans doute une des sources les plus importantes de l'augmentation de la productivité. Les effets objectifs sur la classe ouvrière des pays industrialisés ont été considérables : le taux d'occupation s'est réduit, l'emploi a stagné, le chômage n'a cessé de croître, la population active s'est redistribuée aux dépens de l'industrie et en faveur des dits services, la précarité est entrée dans l'ordre du normal, etc. Il en découle donc une division et à une division très importante de la classe ouvrière [23].

3.2. L'État, l'idéologie et l'« économie politique du capitalisme tardif »

Pendant la phase d'expansion post-Seconde Guerre mondiale, l'idéologie ainsi que l'« économie politique capitaliste » elle-même ont joué un rôle décisif dans la fixation du taux d'exploitation et, y compris, dans la mise en forme du fonctionnement du système. Ernest Mandel les considérait comme parmi les éléments les plus caractéristiques du capitalisme tardif. C'est un des terrains sur lesquels le changement intervenu au cours de la phase récessive s'est révélé le plus considérable. Depuis le début de la crise des années soixante-dix, l'idéologie keynésienne, qui inspira la politique économique pendant la période d'expansion, a progressivement perdu du terrain aux dépens d'une conception néo-libérale (néo-libériste). En effet, cette dernière apparaissait aux yeux de la classe dirigeante comme la modalité la plus efficace de mettre en place une politique qui ouvrirait la possibilité d'une sortie de la période récessive. Afin d'imposer une telle politique, il était nécessaire que les idées fondamentales qui avaient été enracinées solidement dans le mouvement ouvrier commencent à être extirpées [24].

D'un côté, l'idée du socialisme, en tant que forme d'organisation sociale alternative à celle du marché, devait perdre du terrain dans la conscience des salariés. En effet, ils ne seraient conduits à « accepter » des mesures portant atteinte à leurs intérêts que si l'économie de marché s'impose comme l'unique système possible et si la crise se présente sous la forme étriquée d'une difficulté momentanée exigeant, pour être surmontée, des sacrifices de tous. Dès lors, il fallait présenter l'économie de marché comme l'unique système d'organisation sociale efficient.

Pour le néolibéralisme, le marché est un mécanisme quasi parfait qui permet d'allouer les ressources productives rares de telle sorte que la production en soit maxi-misée et qu'elle soit la plus adéquate aux besoins de la société. Si le marché fonctionne librement, toute perturbation survenant aura tendance à être corrigée. Si un entrepreneur se trompe dans ses choix de production - offrant un produit pour lequel il n'y a pas de demande suffisante sur le marché - il subira des pertes. Soit il corrigera son offre, soit il disparaîtra. S'il existe du chômage, cela est seulement dû à l'insistance des travailleurs à revendiquer un salaire supérieur à celui qui détermine le plein emploi, etc. L'économie de marché constitue donc un mécanisme presque parfait permettant d'allier l'efficacité maximale aux nécessités des individus tout en leur garantissant l'entière liberté [25]. De l'autre côté, les idées keynésiennes, qui avaient inspiré la politique économique au cours des dites « Trente Glorieuses », devaient être mises au rancart.

La relance du taux de profit n'exigeait-elle pas une forte régression de l'État social ? Pour le néolibéralisme, l'hégémonie du keynésianisme pendant les années d'expansion a renforcé la position de l'État dans l'économie. Dans la majorité des pays industrialisés, les dépenses publiques se situent

à hauteur de 40% à 50% du P.I.B. Selon le dogme néo-libéral, cet État social aurait engendré une protection sociale excessive, démotivant les travailleurs et aboutissant à des prélèvements fiscaux élevés. Si l'on veut sortir de la crise, il est donc nécessaire de changer cette situation en rendant au marché ce qui lui appartient en propre. La politique économique doit cesser d'être interventionniste. Elle doit se limiter à garantir les conditions d'un fonctionnement efficace du marché (entretien des équilibres de base, élimination des obstacles au bon fonctionnement du marché du travail, etc.).

Il est nécessaire de rendre au marché son rôle, en réduisant le poids de l'activité étatique dans l'économie grâce à la privatisation des services publics et des entre-prises publiques rentables. Finalement, l'État social doit être réduit à un seuil minimal tout en assurant dans la mesure du possible que n'explosent pas des conflits sociaux [26]. Le néolibéralisme et l'économie néoclassique n'étaient pas l'unique alternative, et de fait ils ne l'ont pas été durant les premières années de l'onde longue récessive. Toutefois, ils s'imposèrent définitivement avec l'élection de Reagan en 1980 et l'arrivée au pouvoir de Thatcher en Grande-Bretagne. Aujourd'hui, ils fondent la politique économique et sociale de tous les gouvernements quelle que soit leur étiquette politique. La crise du soi-disant « socialisme réel » est venu renforcer par la suite le projet néo-libéral. Ainsi, l'idéologie dominante, l'« économie politique capitaliste » et le rôle dévolu à l'État depuis vingt-cinq ans de phase récessive ont connu de fortes modifications par rapport à la phase expansive d'après-guerre. Les conséquences en sont gigantesques, à l'échelle nationale ou à l'échelle internationale.

3.3. La globalisation

Au cours de la phase d'expansion, la recherche de débouchés économiques allant bien au-delà des marchés internes de chaque pays fut permanente [27]. Les négociations successives du GATT, la naissance et l'évolution du Marché Commun ainsi que la création de l'Association Européenne de Libre-Échange (AELE) en constituent des preuves. D'une part, l'expansion accentuée d'après-guerre a rapidement révélé les limites que l'existence d'États nationaux imposait au développement capitaliste. L'étroitesse des marchés internes de chaque pays interdisait la production à grande échelle. Simultanément, elle freinait les investissements nécessaires pour s'engager dans une concurrence internationale et pour satisfaire des marchés en voie d'extension qui requéraient des avances significatives de capital impliquant des risques ne correspondant pas à la capacité d'assurance de pays pris isolément. D'autre part, GATT, Marché Commun, etc. répondaient aux attentes des multinationales, la forme organisationnelle du grand capital à l'étape présente du capitalisme.

Ces multinationales – dont le périmètre d'activité outrepasse de beaucoup celui du marché intérieur national – sont très intéressées à pouvoir organiser leurs activités dans un marché réel, c'est-à-dire celui dans lequel elles agissent. Dans ce but, elles sont favorables à gommer les frontières économiques qui créent des obstacles à la circulation internationale de marchandises et de capital. Néanmoins, ce processus butait contre la limite imposée par l'hégémonie du keynésianisme dans tous les gouvernements. Aucun d'eux n'avait intérêt à hypothéquer les possibilités d'action de la politique économique intérieure et cela rendait nécessaire la restriction des mouvements internationaux de capitaux, le maintien de protections douanières, etc. Avec la crise économique et l'hégémonie du néo-libéralisme, les choses ont radicalement changé.

Le néolibéralisme conçoit le marché comme la meilleure manière d'organiser l'activité économique de la société et cela a des implications au plan international. Pour le néolibéralisme, le libre-échange entre tous les pays constitue le fondement de la prospérité économique, car il permet que chacun d'eux puisse se spécialiser dans la production la plus avantageuse et obtenir au coût le plus bas ce qui lui manque. Tous les pays peuvent bénéficier de ce libre-échange, mais à une condition : aucun obstacle ne doit entraver le libre-échange à l'échelle internationale. Dès lors, tous les droits de douane et les restrictions quantitatives, qui font obstacle au fonctionnement libre du marché

mondial, doivent être éliminés. De manière analogue, rien ne doit faire écran à la mobilité totale des capitaux, afin que les ressources productives puissent être allouées de manière efficace et facile.

Le néolibéralisme conçoit par conséquent le monde comme un grand marché au sein duquel les marchandises et le capital ont la possibilité de se mouvoir sans restrictions. L'OMC (Organisation mondiale du commerce) tout comme des multiples accords entre pays et espaces économiques (par exemple le marché unique et le Traité de Maastricht, ou encore l'Accord de libre-échange nord-américain/Alena) s'activent à le promouvoir. La dynamique combinée de l'élimination de tout type de tarifs douaniers et de la liberté de mouvement des capitaux possède un impact décisif sur les politiques économiques de chaque pays. Vu qu'aucune barrière ne protège les marchés intérieurs et que la concurrence se convertit en régulateur suprême du système, une lutte de tous contre tous se met en place pour améliorer la compétitivité et pour offrir les conditions optimales de rentabilisation du capital.

Il en découle une contraction de la marge de manœuvre de tous les gouvernements pour répondre aux problèmes économiques de leur pays. Cela les contraint à adopter des poli-tiques économiques fondées sur des atteintes aux conditions de vie et de travail des salariés, ce qui tend à comprimer la demande. En effet, la compétitivité dépend de plusieurs facteurs – taux de capitalisation de l'économie, niveau de développement technologique, formation des travailleurs, dotation en infrastructures et en services sociaux, place des entreprises transnationales, pénétration sur les marchés étrangers, etc. – dont aucun d'entre eux ne peut être modifié à court terme.

Dès lors, une fois que les gouvernements admettent « le village global » et sont acquis à l'idéologie néo-libérale, il ne reste plus qu'à réduire les salaires (directs et indirects, parce que les prestations sociales constituent aussi une partie des « coûts » pour le patronat, par le biais de sa participation aux cotisations sociales et par celui des impôts) et à augmenter la productivité par le truchement de la flexibilisation du marché du travail. Par là, la nécessité de la politique néo-libérale est renforcée, au même moment ou la concurrence sert de chantage afin que l'austérité et ses manifestations dérivées soient acceptées par les travailleurs. Cette concurrence sert de même à susciter des rivalités entre les travailleurs du monde entier. Toutefois, cette orientation comprime la demande (donc les débouchés) ; et dans la mesure où ce processus est cumulatif (un pays après l'autre), une spirale dépressive s'enclenche tendant à aggraver la crise.

La libéralisation produit des effets dans d'autres domaines de la politique économique. Les pays moins compétitifs verront apparaître un déficit dans leur balance des paiements (balance des opérations courantes). Cela les poussera à mettre en œuvre des politiques monétaires et budgétaires récessives afin que la baisse de l'inflation ainsi que la chute de l'activité économique freinent les importations et augmentent les exportations. Avant que ces politiques aient des effets, ces pays devront financer leurs déficits. Or, dans un monde où règne pour le capital une liberté de mouvement presque absolue, ces derniers n'entreront dans le pays que si les taux d'intérêt servis sont plus hauts que dans d'autres pays, que si le taux de change est stable, et que s'ils reçoivent un traitement fiscal favorable. Autrement dit, le pays devra consolider une politique économique récessive, une politique budgétaire identique et un système de redistribution de la richesse très inégalitaire.

À nouveau, ce processus va se répéter de pays en pays. On en connaît le résultat : les dévaluations compétitives ont tendance à réduire la demande de tous les pays concernés par de tels ajustements. Aucun d'eux ne peut sortir de la norme, parce qu'une politique distincte favorisant la croissance engendrerait des problèmes insoutenables : inflation et déficit extérieur s'accroîtraient, les capitaux sortiraient, l'emploi se réduirait, etc. La globalisation prend la forme d'un piège auquel « on » ne peut échapper, du moins les pays moins productifs (« faibles », « sous-développés ») et des travailleurs.

3.4. L’argent et l’inflation permanente

L’inflation permanente constitue une caractéristique du capitalisme tardif qui contribue à expliquer aussi bien l’intensité et la durée de la phase ascendante de l’onde longue que les traits essentiels de la phase récessive. Ernest Mandel, dans l’esprit de Marx, affirme que la loi de la valeur n’est ni invalidée ni mise hors jeu par les caractéristiques de la monnaie en circulation. Les prix relatifs entre les marchandises (y compris l’or, dans sa dimension monétaire) restent déterminés par la valeur ou, dit autrement, par le temps de travail sociale-ment nécessaire à sa production. Néanmoins, l’explosion du volume du papier-monnaie non convertible en or ainsi que la croissance de la monnaie de créance font que l’expression monétaire des prix des marchandises et des services a tendance à s’élever, suscitant un processus d’inflation permanente. Cette tendance à l’élévation continue des prix, liée à des facteurs monétaires, s’exprime avant l’affirmation du capitalisme d’après-guerre. Mais cette tendance acquiert avec lui une allure naturelle.

En effet, la poussée inflationniste se perpétue lors de récessions (du moins jusqu’au tournant des années quatre-vingt-dix), à l’opposé de ce qui était survenu durant les autres étapes du capitalisme lorsque les crises étaient accompagnées de chutes des prix (exprimées en monnaie) des marchandises. Mandel fixe le point de départ de cette tendance inflationniste lors de la grande dépression du début des années trente. À cette occasion, d’une part, l’État commence à exercer un rôle actif dans l’économie afin d’amortir la crise (suscitant des déficits qui, monétarisés, augmentent la masse monétaire en circulation), et d’autre part, il passe outre les règles orthodoxes de la gestion monétaire pour ce qui a trait au volume de la masse monétaire émise. Les défenseurs de l’orthodoxie monétaire, plus préoccupés par la rupture de leurs modèles théoriques que par les dangers que traversait le capitalisme, rejetaient comme irresponsable d’un côté le non-respect des règles de création monétaire se fondant sur l’étalon or (la quantité de monnaie en circulation dépendait du volume des réserv d’or de la banque centrale) et, de l’autre, l’altération des lois immanentes du système qui faisait obstacle aux ajustements imposés (« naturellement ») par les forces libres du marché.

Ils étaient d’avis que modifier « artificiellement » le procès réel de la production moyennant des facilités de crédit et l’expansion monétaire aboutirait à déséquilibrer le système et à freiner, ou empêcher, la saine récupération de l’activité économique et de l’emploi. Cette politique étranglerait l’assainissement du système, car elle interdirait la destruction du capital provoquée par les crises si les mécanismes purs du marché peuvent fonctionner sans entraves. Ernest Mandel concédait qu’il y avait un grain de raison dans cette approche. Le combat entre les néoclassiques et les keynésiens s’engage alors dans des conditions socio-économiques et politiques peu favorables aux premiers, car la crise du capitalisme mine une théorie néoclassique qui n’a su la prévoir, ni l’éviter, ni la combattre, lors de son acmé historique. Pendant la période de guerre, la distance s’est accrue à l’égard des postulats économiques orthodoxes (néoclassiques) : une forte intervention économique s’effectuait sous la forme de l’économie de guerre.

La croissance de la masse monétaire a été impulsée, accompagnée d’une monétarisation des déficits publics afin de couvrir les dépenses militaires. La guerre mondiale terminée, le nouveau rôle économique et social joue par l’État – objectif de plein emploi, activité anticyclique, développement de l’État social, envol d’activités productives à rentabilité basse, larges périodes de maturation ou d’intérêt stratégique, etc. – a donné lieu à une pression continue en faveur de la création de monnaie. Cela se fit en rupture avec tout critère ou discipline orthodoxes, lorsqu’il s’est agi de déterminer la masse monétaire par les autorités compétentes. Les gouvernants s’éloignaient des compromis imposés par le système monétaire international de Bretton Woods visant à maintenir des taux de change fixes par rapport au dollar. Ce système a représenté à l’échelle internationale le modèle en vigueur jusqu’à la crise de 1971 qui voit les États-Unis déclarer que le dollar n’est plus convertible en or.

Ce système impliquait la possibilité d'augmenter les liquidités sans respecter les règles de l'étalon-or et de faciliter de la sorte l'expansion de l'économie et du commerce international [28]. La nouvelle situation et la nouvelle orientation de la politique économique, entrant en syntonie avec le keynésianisme dominant, ont laissé profondément leurs empreintes lors de la phase ascendante de l'onde longue, stimulant la croissance, amortissant les récessions, soutenant le taux de profit et repoussant, de la sorte, sa chute et l'émergence d'un changement de tendance. L'impulsion par l'Etat de la demande et les stimulants accordés à la demande privée par le biais des crédits offerts ont aiguillonné le rythme de la croissance et une expansion de longue durée ainsi que la réalisation de la plus-value (possibilité de vendre étant donné les débouchés).

Toutefois, en contrepartie - ce qui constitue un « bon point » pour le camp des orthodoxes - les keynésiens perturbèrent la fonction de purification des crises. Ils permettaient la survie d'un capital qui, dans d'autres conditions plus strictes, se serait dévalorisé (faillites). L'impact de l'inflation permanente conduisit à ce que la crise de surproduction à l'origine du changement de tendance de l'onde longue soit plus aiguisée et plus traumatisante, dans la mesure où tout au long de l'expansion il n'y a pas eu un « assainissement » du capital aussi profond que celui qui aurait été imposé par une politique plus orthodoxe. Cela revient à affirmer que la crise qui fait suite, celle des années soixante-dix, s'est vue aggravée par les traits inflationnistes de la période précédente. Néanmoins, on ne peut affirmer qu'une fois la crise déclenchée - ou même après que les néoclassiques ont pris leur revanche face à Keynes en devenant les références théoriques du néolibéralisme - l'orthodoxie monétaire réclamée par ses hérauts tels que F. A. von Hayek ou Milton Friedman se soit imposée.

Tout d'abord, la mise en question du rôle de l'État n'implique rien de plus qu'une tentative de baisser se participation régulatrice ou d'interventionniste. Elle se situe à des niveaux sans comparaison avec ceux qui existaient au début de l'onde longue ascendante ; à la différence toutefois que, aujourd'hui, on constate des déficits publics importants, ce qui rend difficile toute tentative d'appliquer une orthodoxie monétaire stricte. Ensuite, la dérégulation des systèmes financiers nationaux et internationaux promus par le néolibéralisme facilite de manière extraordinaire la multiplication du crédit et de la monnaie, ainsi que le financement des secteurs public et privé. Cette situation entre en conflit avec les principes d'une discipline visant à renforcer la dévalorisation du capital et l'élévation de la productivité du système. Il n'existe même pas de système monétaire international où s'imposent des taux de change fixes auxquels il faudrait se soumettre et ajuster l'évolution de la masse monétaire de chaque pays.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur le fait que la stabilité monétaire est un objectif économique très « mesuré » (il correspond aux objectifs d'une politique réactionnaire) et sur le sens des multiples tentatives de réinstaurer une stabilité des taux de change, même limitée. Référence peut être faite au projet le plus ambitieux de tous ceux-ci : celui de Maastricht qui vise à créer une monnaie unique à l'échelle de l'Union européenne et qui s'inscrit dans la même perspective. Enfin, il faut signaler que le souci de réaffirmer l'orthodoxie monétaire ou de tirer avantage du maintien des politiques monétaires restrictives n'empêche pas la bourgeoisie de perdre de vue ses intérêts supérieurs. À l'instar des années trente, la bourgeoisie, avant de donner satisfaction aux doctrinaires, agit en répondant aux problèmes politiques et sociaux. Dès lors, il n'y a pas de raison de pousser l'orthodoxie dans ses ultimes conséquences, étant donné le chômage existant et les tensions sociales que la crise peut générer.

Face à tout accident grave - comme par exemple le « crash » boursier de l'automne de 1987 ou celui de 1997 - les critères de la politique monétaire se modifient. La bourgeoisie est convaincue qu'il est préférable de subir un ou deux points d'inflation supplémentaires que de laisser se dérouler une crise financière devenant incontrôlable. Toutefois, cette politique génère à son tour de nouveaux facteurs d'instabilité du système financier monétaire international.

3.5. L’hypertrophie financière

Le néolibéralisme est responsable de ce que le capitalisme a développé une sphère financière, fondée sur une « économie de papier », qui entretient une relation réduite avec l’économie réelle. Cela ne constitue pas une caractéristique spécifique de l’onde récessive actuelle. En effet, ce trait est banal dans l’histoire du capitalisme : lors des phases prolongées de ralentissement, face à la difficulté de rentabiliser le capital dans la sphère productive, des activités spéculatives se développent. Elles impliquent un mécanisme d’exploitation additionnel des salariés. Toutefois, dans la phase présente, l’hypertrophie financière a acquis des dimensions non ordinaires. Durant ces dernières années, les déficits publics élevés ainsi que leur finance-ment orthodoxe ont amené à un endettement public sans précédent dans l’histoire du capitalisme.

En 1993, la dette publique brute des douze pays de l’Union européenne se situait à hauteur de 66 de l’ensemble du P.I.B., ce qui équivaut à un chiffre supérieur à 4 billions (4.000 milliards de dollars). Cette année-là, la dette nette du gouvernement des États-Unis correspondait à 39,6 du P.I.B., soit à 2,7 billions de dollars (2.700 milliards). Si l’on additionne à cela les dettes des gouvernements du reste des pays de l’OCDE, dont les pourcentages eu égard au P.I.B. d’ensemble sont également très élevés, il n’est pas imprudent d’affirmer que les marchés des capitaux ont été engraissés par une dette publique qui avoisine les 10 billions de dollars. Ainsi, les États ont absorbé un volume élevé de capitaux affranchis de la sphère productive, leur octroyant une rentabilité qu’ils pouvaient difficilement obtenir par des investissements réels, étant donné la surcapacité productive et la chute du taux de profit.

Rappelons que dans l’Union européenne, les intérêts de la dette publique se sont élevés en 1993 à 5,6% du P.I.B. total, soit 350 milliards. À la dette publique, il faut ajouter celle croissante des entreprises et des ménages, et sur ces fondations a été construit un énorme édifice financier produit de la multiplication du crédit : les États émettent des dettes, les entreprises et les fonds d’investissement les achètent en les finançant avec leur propre dette, et ainsi de suite, dans un mouvement en chaîne (dont un maillon peut céder) qui alimente un processus continu dit d’« innovation financière ». Il en résulte une énorme montagne de papier, ce que Marx appelle des « capitaux fictifs », reposant sur le capital directement productif et aspirant à participer à la répartition de la plus-value qu’il génère. Cela introduit une grande instabilité dans le fonctionnement du capitalisme.

A tout cela il faut encore ajouter le problème de la dette extérieure des pays du Tiers-Monde qui, loin de se résoudre, s’aggrave toujours davantage, avec des conséquences désolantes pour ces derniers. L’amplitude prise par la sphère financière dépasse n’importe quelle étape historique, y compris les années qui précédèrent la grande dépression de 1929. Si l’on prend en considération les conditions particulières de la phase présente – internationalisation du capital, décomposition du système monétaire international, dérégulation – le château de cartes construit au moyen de l’expansion de la finance et des crédits est hautement instable. Il court un risque effectif d’écroulement. Avant que commence une nouvelle phase expansive de longue durée, il apparaît nécessaire que se produise un assainissement du système détruisant une partie du capital financier. Aucune reprise solide ne peut décoller sans se défaire du poids de l’hypertrophie et de la dégénérescence financière de la phase actuelle.

Ernest Mandel a toujours insisté sur les changements économiques, sociaux et idéologiques profonds qui seraient nécessaires afin que le capitalisme puisse sortir de l’onde longue récessive. En tenant compte de sa contribution et aussi à partir d’une analyse marxiste actualisée, pour l’heure une sortie de crise ne peut être effectivement entrevue. En outre, malgré l’hégémonie du néolibéralisme, l’examen des différents aspects du « nouvel ordre mondial » permet tout sauf d’affirmer l’existence d’une situation stabilisée. Des faits économiques décisifs tout comme de

profonds conflits de classes sont à venir.

Jésus Albarracin et Pedro Montes, septembre 1996

P.-S.

* Publié en postface dans « Le Troisième âge du capitalisme », Edition de La Passion : Paris 1997, pp. 506-531. Traduit de l'espagnol et édité par Charles-André Udry et Emmanuel Mejia. Mis en ligne sur Ernest Mandel - Archives internet (un certain nombre de petites corrections ont été introduites ici) :
http://www.ernestmandel.org/fr/surlavie/txt/troisieme_age_capitalisme.htm

* Jésus Albarracin, après avoir enseigné à l'université Complutense, est devenu économiste au service de recherche de la Banque d'Espagne. Il est professeur à l'université Carlos III de Madrid. Il a participé avec Ernest Mandel et d'autres auteurs à l'ouvrage intitulé Ricardo, Marx, Sraffa, Verso, Londres, 1984.

* Pedro Montes est économiste au service des études de la Banque d'Espagne et spécialisé en macro-économie. Jésus Albarracin et Pedro Montes ont connu personnellement Emest Mandel et ont travaillé avec lui. De plus, ils ont écrit de très nombreux ouvrages cités dans cette postface. Les deux auteurs sont engagés fortement dans le mouvement syndical (Commissions ouvrières) de l'État espagnol.

Notes

[1] Karl Marx, Avant-propos à la Critique de l'économie politique, in Karl Marx, *Œuvres*, vol. 1, Paris, Bibliothèque de la Pléiade (N.R.F.), 1965, p. 272-273.

[2] Ernest Mandel, *Traité d'économie marxiste*, Paris, Julliard, 1962.

[3] Ernest Mandel, Der Spàtkapitalismus, Francfort, 1972.

[4] Publiée en espagnol par l'édition Sigio XXI, sous le titre *Cien anos de controversias en torno a El Capital de Marx*, Mexico, 1985. Original en langue anglaise : *Introductions au trois Livres du Capital*, Éd. Penguin.

[5] Voir à ce propos Emest Mandel et Alan Freeman (éditeurs), *Ricardo, Marx, Sraffa*, Londres, 1984.

[6] Voir la contribution d'Ernest Mandel intitulé : « The Relevance of Marxist Theory for understanding the Present World Crisis », in *Confronting the New Worid Order in the Postmodem Age*, A. Callari, S. Cullenberg et C. Biewener (Éd.), New York, The Guilford Press Studio, 1995.

[7] Perry Anderson, *In the Tracks of Historical Materialism*, Londres, Verso, 1983.

[8] Roman Rosdolsky, *Zur Entstehungsgeschichte des marxschen Kapital*, Francfort, Europfiische Verlaganstalt, 1967.

[9] L'idée que le marxisme est une idéologie propre au XIXe siècle s'est convertie en lieu commun. Cela n'est pas vrai parce que le capitalisme qu'analysa Marx était, par certains aspects, moins celui qu'il avait sous les yeux que celui du siècle présent. Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, l'économie capitaliste se réduisait à l'Europe occidentale jusqu'au Danube, à l'Amérique du nord et à quelques villes ou États au sud de l'Afrique, ainsi qu'à l'Océanie. La majeure partie du monde connu alors n'était pas capitaliste. Au sein des pays industriels l'immense majorité de la population était occupée dans l'agriculture. La classe ouvrière était donc très minoritaire. Les différences de richesse entre les pays capitalistes et les pays non capitalistes n'étaient pas très grandes. Aucun observateur intelligent n'aurait considéré le Chine, par exemple, comme une économie et une civilisation inférieures à la civilisation européenne. Le système qui est analysé dans Le Capital est par conséquent, dans le dégagement de sa dynamique centrale, plus semblable au capitalisme actuel qu'à celui du XIXe siècle.

[10] Ernest Mandel, *Cien anos de controversias en tomo a la obra de Karl Marx*, op. cit.

[11] Rudolf Hilferding, *Le Capital financier : étude sur le développement récent du capitalisme*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979.

[12] Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital*, Paris, François Maspero, 1972.

[13] Nicolas Boukharine, « L'impérialisme et l'accumulation du capital », in Rosa Luxemburg et Nicolas Boukharine, *El impérialisme y la acumulacion*, in Cuadernos de Pasado y Présente, Cordoba, 1975.

[14] Rosa Luxemburg, *op. cit*.

[15] Paul A. Baran & P. Sweezy, *Le Capitalisme monopoliste : un essai sur la société industrielle américaine*, Paris, François Maspero, 1968, et Paul Sweezy, *The Theory of Capitalist Development*, Monthly Review Press, New York, 1953.

[16] Nicolas Kondratieff, *Les Grands cycles de la conjoncture*, Paris, Economica, 1992.

[17] Léon Trotsky, « La courbe du développement capitaliste », publication originale en russe en 1923, traduction anglaise in *Fourth International*, mai 1941, 12 p.

[18] Joseph Schumpeter, *Business Cycles*, New York, 1939, et *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1983.

[19] Ernest Mandel, *Le Troisième âge du capitalisme*, op. cit., et *Long Waves of Capitalist Development*, Cambridge University Press, 1980.

[20] La crise n'était pas due à une demande insuffisante, mais au fait que le taux de profit s'était tassé, avec des effets sur la rentabilité de la production. Cette crise apparut avec clarté lorsque l'OPEP éleva le prix du pétrole en 1973. Cela poussa l'économie capitaliste dans une récession sans précédents depuis la guerre : en 1975 la production industrielle chuta de 6,7% dans l'Union européenne, de 10% aux États-Unis et de 11% au Japon. Dans la majorité des secteurs industriels, des excédents de production et des pertes énormes commencèrent à apparaître. Le climat d'optimisme qui avait régné durant des décennies tourna au pessimisme.

[21] Sur l'analyse des premières années de l'onde longue récessive, cf. Ernest Mandel, *La Crise 1974-82. Les faits, leur interprétation marxiste*, Paris, Flammarion, 1982.

[22] Sur les caractéristiques de l'investissement et de l'organisation du travail dans la phase récessive, voir Jésus Albarracin, *La Onda larga del capitalisme espanol*, Madrid, Economistas Libros, 1987 ; OCDE, Changement technique et politique économique, Paris, 1980.

[23] Nous n'entrerons pas dans le débat qui se déroule à ce sujet au sein de la gauche. Signalons quand même que, sans s'appuyer sur des données quantitatives précises et ventilées de manière adéquate, il y a une tendance à exagérer les changements produits pour justifier la perte de centrante de la classe ouvrière. Prenons, par exemple, les chiffres de l'Union européenne (U.E.). Entre 1965 et 1991, l'emploi total est passé de 123 millions de personnes à 135 millions, c'est-à-dire une croissance réduite certes, mais une croissance quand même. L'emploi industriel, qui représentait en 1965 le 40% du total, est tombé à 31% . Il continue néanmoins de représenter un chiffre absolu fort important. Quant à la structure interne de l'emploi industriel, elle ne s'est pratiquement pas modifiée : le textile, la confection et les chaussures demeurent le secteur industriel qui occupe le plus d'emplois, suivi des machines électriques-électroniques, de l'alimentation, des machines non électriques, de la chimie, etc. Ainsi, au-delà des apparences, la structure sectorielle de la classe ouvrière industrielle demeure la même. Voir Commission Européenne, Panorama de l'industrie communautaire, 1993.

[24] Sur l'émergence, les contenus et les conséquences du néolibéralisme, voir Pedro Montes, *El Desorden neoliberal*, Madrid, Editorial Trotta, 1996.

[25] Jésus Albarracin, *La Economia de mercado*, Madrid, Editorial Trotta, 1994.

[26] Voir Jésus Albarracin, « Ideologia, errores y malas intenciones », in Varias, *La larga noche neoliberal*, Madrid, ISE/Icaria, 1993. Ralph Miliband, L. Panitch & J. Saville, *El Neoconservaturismo en Gran Bretana y Estados Unidos : retôrica y realidad*, Valencia, Edicions Alfons el Magnanim, 1992 (textes issus de la publication britannique Socialist Register).

[27] Voir Pedro Montes, *La Integracion en Europa. Del Plan de Estabilizacion a Maastricht*, Madrid, Editorial Trotta, 1993.

[28] Mandel a prévu la crise du système monétaire international avant qu'elle n'explose. Le système était traversé par la contradiction fondamentale du double rôle du dollar : 1. Comme monnaie d'un pays, avec sa tendance à se déprécier sous l'effet de l'inflation permanente et à subir les contrecoups de la dynamique économique des États-Unis ; 2. Comme monnaie de réserve et pivot d'un système fondé sur l'or, ce qui exigeait une monnaie solide et stable.